



## NOTES HISTORIQUES SUR LA BOURGEOISIE DE ST-MAURICE

(suite.)



PEU de temps après, en 1332, le comte Aymon de Savoie, allant plus loin, déposeda l'abbaye des dits communs (bois et pâturages) et les adjugea à la bourgeoisie avec pouvoir d'en alberger des parties à son profit, même à des non bourgeois, « vu, dit-il, les grandes charges que la ville, située en un territoire étroit et stérile, avait à supporter »<sup>1</sup>. Cette première concession s'appliquait à tous les communs depuis la ville jusqu'à la porte de Balmaz, sur les deux rives du Rhône.

Un siècle plus tard, en 1411, le comte Amédée VIII étendait ce droit d'albergement jusqu'à la Croix d'Ottans, au-delà du Trient<sup>2</sup>. La conquête du Chablais par les Haut-Valaisans ne changea rien à cet état de choses

<sup>1</sup> Ces charges sont en particulier la redevance annuelle de onze mesures de froment due à l'abbaye, la cavalcade due au comte et autres nécessités. (M. D. III, page 33.)

<sup>2</sup> Déjà en 1298, les bois et pâturages, depuis la Croix d'Ottans (ou Octans), jusqu'au Courset, sur les deux rives du Rhône, étaient des biens communs où la bourgeoisie, *universitas burgensium*, défend les coupes de bois. Gr. II, page 514.)

et les seigneurs patriotes confirmèrent à plusieurs reprises à la ville ce droit d'alberger ces communs. (Archives de la ville, série B. 5 et B. 1).

## II. *Franchises et usages.*

Il serait trop long de rapporter en détail les articles de ces franchises renouvelées en 1317. Ils se trouvent dans les M. D. S. R., tome III, page 282. Notons seulement les trois privilèges suivants. Aux bourgeois seuls appartient le droit de *vendre vin* à la pinte et celui de se vendre des armes les uns aux autres. Puis à ce droit vient s'ajouter celui *d'alberger les communs*. En troisième lieu, la communauté avait dès 1270 au plus tard, le *droit de souste*, qui fut de tous temps son droit le plus utile et le plus lucratif. Ce droit consistait dans le privilège exclusif qu'avaient les bourgeois de voiturier à tour les marchandises allant de France en Italie et réciproquement, lesquelles se déposaient dans un magasin appelé la souste, que régissait un partisseur. Cette maison des balles (ballots) est déjà citée en 1271.

La bourgeoisie s'acquerrait, disent les franchises de 1317, par le domicile d'un an et un jour et en contribuant à toutes les charges communales, dont les principales étaient la *cavalcade*, un service militaire pendant un mois chaque année, aux frais des bourgeois<sup>3</sup>, le *treisain* du prix des maisons vendues au profit du prince, et le droit de *teyse* perçu par lui sur chaque toise de façade des maisons<sup>4</sup>. Evidemment, le domicile d'un an et un jour ne fut jamais une condition suffisante puisqu'on voit dans toute la suite des siècles jusqu'à nos jours, la bourgeoisie s'acheter au prix d'une contribution pécuniaire. De 1298 à 1454, le prix est généralement de 20 sols mauricois<sup>5</sup> (environ 50 francs).

<sup>3</sup> Autour du lac, mais avec faculté de revenir chaque soir à leur barque.

<sup>4</sup> De celles seulement qui paient le droit de *teyse*.

12 deniers par toise pour celles de la grand'rue, et 6 pour les autres, sauf les exemptes. Il faut ajouter à ces droits du

Au XVI<sup>me</sup> siècle, le nouveau bourgeois reçu paie à la bourgeoisie, de 200 à 300 florins, petit poids.

En 1754, le conseil statue qu'on ne recevra plus aucun bourgeois qu'au prix de 2000 florins de capital, de 20 batz (un écu) par bourgeois, de 12 ecus pour les gobelets<sup>6</sup>, d'un sceau de cuir (en vue des incendies) et des émoluments ordinaires des syndics et secrétaires.

En 1815, le prix est de 75 louis d'or, outre les épices ordinaires; on prélève sur cette somme 2 écus pour chaque bourgeois marié.

Ainsi, de 1754 à nos jours (1880), le prix n'a guère varié.

### III. *Administration.*

Depuis l'origine jusqu'à l'an 1798, les intérêts de la communauté (ville et bourgeoisie ne faisaient qu'un) étaient gérés par un conseil de 13, puis de 15 membres, nommés annuellement par l'assemblée générale des bourgeois et ayant à leur tête deux procureurs ou syndics, nommés aussi pour un an, au bout duquel ils rendaient leurs comptes.

On voit fonctionner ces syndics depuis l'année 1275 jusqu'en 1798. Mais cette année 1798, ayant inauguré pour le Valais une série de révolutions politiques, les événements ont mis à diverses reprises la bourgeoisie de St-Maurice dans la nécessité de se donner, à côté du conseil communal, établi par la loi et ayant l'administration politique, un conseil particulier dit de *Régie*. Ce conseil, composé de 12 membres et d'un président, et nommé par les seuls bourgeois, était chargé « d'administrer les avoirs de la bourgeoisie, de régler les comp-

comte, la *ban vin* de quinze jours, au mois de mai, le *droit de four* et le *droit aux langues* de vaches et *filets* des porcs mis en vente au marché.

<sup>5</sup> Valeur métallique; comme valeur en blé, ce serait environ le double.

<sup>6</sup> Il s'agit là d'un repas donné aux bourgeois par le récipiendaire.

tes, connaître de ses revenus et dépenses, et en général, s'occuper de tout ce qui a rapport à ses intérêts ».

Les difficultés résultant de ces changements politiques qui introduisaient des non-bourgeois au conseil de la ville firent même un instant, en 1815, que les bourgeois mirent en avant le projet de partager entr'eux, non seulement *l'usage*, mais la *propriété* de certains biens de la bourgeoisie. Mais heureusement, sur un rapport motivé du Conseil de Régie, le principe de la propriété collective de tous les biens fut voté et maintenu par l'assemblée générale.

*Abbé Rameau, notes manuscrites.*

Nous jugeons superflu d'exposer les *règlements* modernes de la bourgeoisie, ainsi que la *nature* des avoirs bourgeoisiaux. En 1811, le montant des obligations s'élevait à 22,500 francs, et le capital des droits féodaux à 15,000 francs. La bourgeoisie de St-Maurice avait de plus acquis de la famille Quartéry, son fief de Granges et Tavel, pour un capital de 11,400 francs.

Les forêts, bois, râpes, montagnes, ne pouvaient être estimés.

---

Nous pensons intéresser nos lecteurs en faisant suivre les notes de M. l'abbé Rameau d'une liste de familles bourgeoises qui existaient encore à l'époque (vers 1880) à St-Maurice. Quelques-unes se sont éteintes depuis lors : Quartéry, Odet, de la Pierre, de Bons, Chasse ; les Gard, de Nucé, de Preux, Riche, de Rivaz, etc., n'existent plus à St-Maurice, mais ces familles sont représentées par d'autres branches collatérales.

Parmi les admissions gratuites à la bourgeoisie, en considération de services rendus, citons, outre Gaspard Stockalper, le grand baillif Valentin Sigristen et le colonel Pre Hyacinthe de Riedmatten, en 1790 ; le grand baillif Augustini, en 1805.

*P. B.*

## BOURGEOIS DE ST-MAURICE

*(Date d'admission, nom et prénoms, filiation, origine et prix d'admission.)*

- 1786, Amacker, Joseph, Ergel (Rarogne), 1500 florins.  
 1784, Arlètaz, Gaspard, Liddes, 1500 florins.  
 1657, Barman, Jean, de Pierre, Vérossaz, 500 florins.  
 1842, Barman, Jn-Pierre, de Joseph, Vérossaz, 30 louis.  
 1842, Barman, Jn-Hubert, de Louis, Vérossaz, 25 louis.  
 1842, Barman, P.-Maurice, de Louis, Vérossaz, 30 louis.  
 1842, Barman, Jos.-Jérôme, de Louis, Vérossaz, 25 louis.  
 — Baud, Joseph, de Morzine (hab. perpét.), agrégé en 1850.  
 1804, Bertrand, Benjamin, de Jean, Faverges, 5000 florins.  
 1625, Bioley (Biolley), Jaques, Daviaz, 500 florins.  
 1693, Bioley (Biolley), Jean, de Pierre, Massongex, 400 florins  
 et un mousquet.  
 1817, Blanc, Jean, Abondance, 50 louis.  
 1817, Bochatay, Jean-Louis, Salvan, 50 louis.  
 1625, de Bons, Claude, de Nicolas, Bons et Thonon, 500 florins.  
 1860, Burnier, Jean, Mex., 1500 francs.  
 1815, Bruchon, Joseph, de Joseph, Evian.  
 1791, Chapuisod, François, 2000 florins.  
 1754, Chappelet (Chapelet), Pierre-Ant., Salvan, 1500 florins.  
 1786, Chappelet (Chapelet), Jn-Joseph, Salvan, 1500 florins.  
 — Chasse, ancienne famille (date d'admission pas connue).  
 1871, Cheffre ou Scheffer, Jaques, Wurtemberg, 1000 florins.  
 1790, Chessex, Antoine, (anc. hab.), Evian, 1500 florins ( $\frac{1}{2}$  taxe).  
 1815, Chevalley, Henri, Bernex (Savoie).  
 1690, Cocatrix, Jaques, de Gaspard, St-Gervais, 500 florins.  
 1842, Coutaz, Pierre-Maur., de Barth., Vérossaz, 34 louis.  
 1846, Coutaz, Jean-Louis, de Barth., Vérossaz, 41 louis.  
 1625, Coutaz (Costa), Antoine, Evionnaz, 500 florins.  
 — Dangreville (habitant perpétuel), orig. de Beaumont, in-  
 corporé en 1850.  
 1858, Deferr, Henri, 1000 francs.  
 1858, Dubois, Jean-Pierre, 2500 francs.  
 — Duboule (hab. perpétuel), agrégé en 1850, Anty (Savoie).  
 1635, Dubulluit, Jn-Pierre, les Crêtes.

- 1693, Dubulluy, Pierre, meunier, Vérossaz, 400 florins.  
 1871, Duroux, Louis, (hab. perpétuel), Mirepoix (Languedoc) 2000 francs.  
 — Dutarte, (habitant perpétuel), agrégé en 1850, Artois.  
 — Dirac, (hab. perpétuel), agrégé en 1850, Franche-Comté.  
 1855, Fontaine, Joseph, Ivrée, 1200 francs.  
 1745, Galley, Jaques, menuisier, Fribourg, 1500 florins.  
 1786, Gard, Jos.-Arm., lieut., Bagnes, 1500 florins.  
 1815, Gard, (neveu du précédent), Dr, Eug., Bagnes, 50 louis.  
 1843, Gay, Jn-Baptiste, avocat, Saillon.  
 1842, Gex, Jn-Jos.; P.-Maur.; Jn-Maur., Vérossaz, 30 et 34 louis.  
 1846, Gex, Louis, de Maurice, Massongex, 36 louis.  
 1850, Gerly, Félix, capit., Vérone (Italie), 800 écus.  
 1790, Gollet, Jean-Joseph, 1500 francs.  
 1853, Gollud, Claude, 1500 francs.  
 1857, Gollud, Jean, 600 francs.  
 1695, Mettan, Jean, Mex, 700 florins.  
 1790, Meulaz, Joseph, de Jean, Abondance, 1500 florins.  
 1780, Morisod, Louis, Vérossaz, 1500 florins.  
 1696, Mottiez, Jn-Maur., 700 florins.  
 1750, Mottiez, Gaspard, réintégré pour 700 florins.  
 1751, de Nuce, Hyac.-Eug.-François, Vouvry, 1500 florins.  
 — d'Odet, (famille ancienne, admission non connue).  
 — Passaquay, (habitant perpétuel), agrégé en 1850, Morzine.  
 1750, Peney, Claude, 1500 florins.  
 1763, Peney, Michel-François, de Joseph, Samoëns.  
 1618, de la Pierre, Pierre, Claude, Bellay, 400 florins.  
 1622, Pochon, Jean.  
 1842, Pochon, Jean-Joseph et Jean-Sigismond, Vérossaz, 25 et 34 louis.  
 — de Preux, (famille de Sierre et Vevey), bourgeois de St-Maurice au XVII<sup>e</sup> siècle, probablement.  
 1791, Primmaz, François, Abondance, 2000 florins.  
 XIII<sup>e</sup> siècle, de Quartéry, (des membres de cette famille sont reçus en 1293. mais la famille était déjà importante à St-Maurice à la fin du XII<sup>e</sup> siècle.  
 1837, Raas, Antoine, Tyrol, 60 louis.  
 1858, Rappaz, Jn-Joseph, Evionnaz, 1200 francs.  
 1855, Richard, Amédée, Mex, 1800 frans.  
 1765, Riche, major, Pierre-Nicolas, Liddes.  
 1795, Rimet, François, Nicolas, Franche-Comté, 50 louis.  
 1797, de Rivaz, Ch.Emel, capit. gén., Monthey, 30 louis.  
 1871, Rouge, Charles, (hab. perpét.), Biot (Savoie), 1000 francs.

- 1625, Saillen, François. Epinassey, 500 florins.  
1842, Saillen, Jn-Joseph, Vérossaz, 25 louis.  
1874, Saillen, Mce-Joseph, Vérossaz, 1500 francs.  
1810, Sarrasin, Ignace, Orsières, 80 louis.  
1854, Schœffler, Louis, Frédéric et Joseph.  
— Symphal, (hab. perpétuel), agrégé en 1850, de la Picardie.  
1675, Stockalper de la Tour, Gaspard, Gouverneur de St-Maurice (reçu gratis).  
1842, Tavernier, François, Jean, Martigny, 30 louis.  
— Trelanche, (habitant perpétuel), agrégé en 1850.  
1850, Vœffray, Jn-Claude, Claude, Vérossaz, 400 écus.  
— Vouilloud.  
1809, de Werna, Meinrad, Meinrad, Loèche, 50 louis.  
1786, Yost, Joseph, Ernen, 20 écus d'or neufs.
-